



Fédération Syndicale Unitaire

Section départementale du Jura

Maison des syndicats

76 rue Saint Désiré – BP 38

39 001 Lons-le-Saunier

Tel : 03 84 47 12 64 – Courriel : fsu39@fsu.fr

Déclaration préalable F. S. U.

Conseil Départemental de l'Éducation Nationale du 5 mai 2011

Le ministre de l'Éducation nationale, après avoir méprisé les différents partenaires avec le report des opérations de carte scolaire, est aujourd'hui contraint de reconnaître qu'il y aura environ 1500 classes d'écoles primaires de moins en 2011 qu'en 2010. C'est une rupture avec les années précédentes où le solde des ouvertures fermetures restait positif.

- suppressions systématiques de postes
- politique strictement comptable dénuée de fondement pédagogique, de vision prospective des territoires ou de prise en compte des rythmes de vie des familles
- cartes scolaires élaborées sur le simple critère du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux
- rupture dans l'égalité constitutionnelle entre citoyens, inégalité d'accès aux services publics et en premier lieu à l'école de la République
- suppressions de postes souvent synonymes de fermeture d'école et de désertification en milieu rural
- non prise en compte de la question des distances et temps de transport dans l'élaboration de la carte scolaire, transfert de charges sur les collectivités territoriales
- non prise en compte des conséquences des suppressions de postes d'enseignants titulaires et remplaçants, de psychologues scolaires, et autres postes Rased ?

Ces constats nous les avons développés dans nos différentes déclarations cette année, ils sont aujourd'hui repris dans une motion unanime de l'association des maires ruraux de France s'adressant au ministère et l'appelant à revoir complètement la carte scolaire 2011. Les maires du Jura, eux aussi, ont validé nos arguments au CTPA quant à la non-prise en compte de la ruralité de notre département.

Ces constats, ni les parents, ni les enseignants, ne s'y résignent comme en témoignent les différentes mobilisations et leur réussite depuis janvier. Aujourd'hui encore de très nombreux parents ont décidé de ne pas envoyer leur enfant à l'école pour protester contre la casse du service public d'éducation menée par ce gouvernement.

Dans le même temps où les familles vivent des situations sociales qui ne s'améliorent pas, loin de là, votre carte scolaire va conduire à une augmentation des effectifs dans les classes, à l'impossibilité de répondre en profondeur à la difficulté scolaire (sorties de ZUS, de l'éducation prioritaire, mise en pièce des RASED).

Comble du dogme de la réduction des dépenses publiques, à la rentrée, il manquera des enseignants au niveau national, qu'en sera-t-il dans notre département ?

Dans ce contexte, il ne faut pas s'étonner que s'installent un mal-être, une souffrance au travail. Les collègues nous l'ont dit massivement lors des réunions d'information syndicale organisées par le SNUipp-FSU.

RGPP, carte scolaire, rythmes, formation des enseignants, méthodes pédagogiques imposées ..., la souffrance est ressentie par tous les acteurs, sauf peut-être par les cadres de notre institution. Les enseignants sont confrontés à la perte de sens de leur métier, au sentiment d'échec et d'inutilité sociale, à la volonté de manager les écoles comme des entreprises.

L'école avait jusqu'alors un mandat républicain, elle entre dans une logique de service.

Le gouvernement annonce d'ores et déjà la poursuite des suppressions de postes, de la RGPP. Les parents, les élus, les enseignants en connaissent les conséquences : augmentation des seuils, relèvement de l'âge de scolarisation en maternelle, suppression des RASED, de la prise en charge de la difficulté scolaire, fermeture de toutes les structures de moins de 4 classes ... Jusqu'où irez-vous Monsieur l'inspecteur d'académie ? Nous ne pouvons accepter cette perspective. Il faut au contraire un collectif budgétaire qui annule toutes les suppressions de postes.